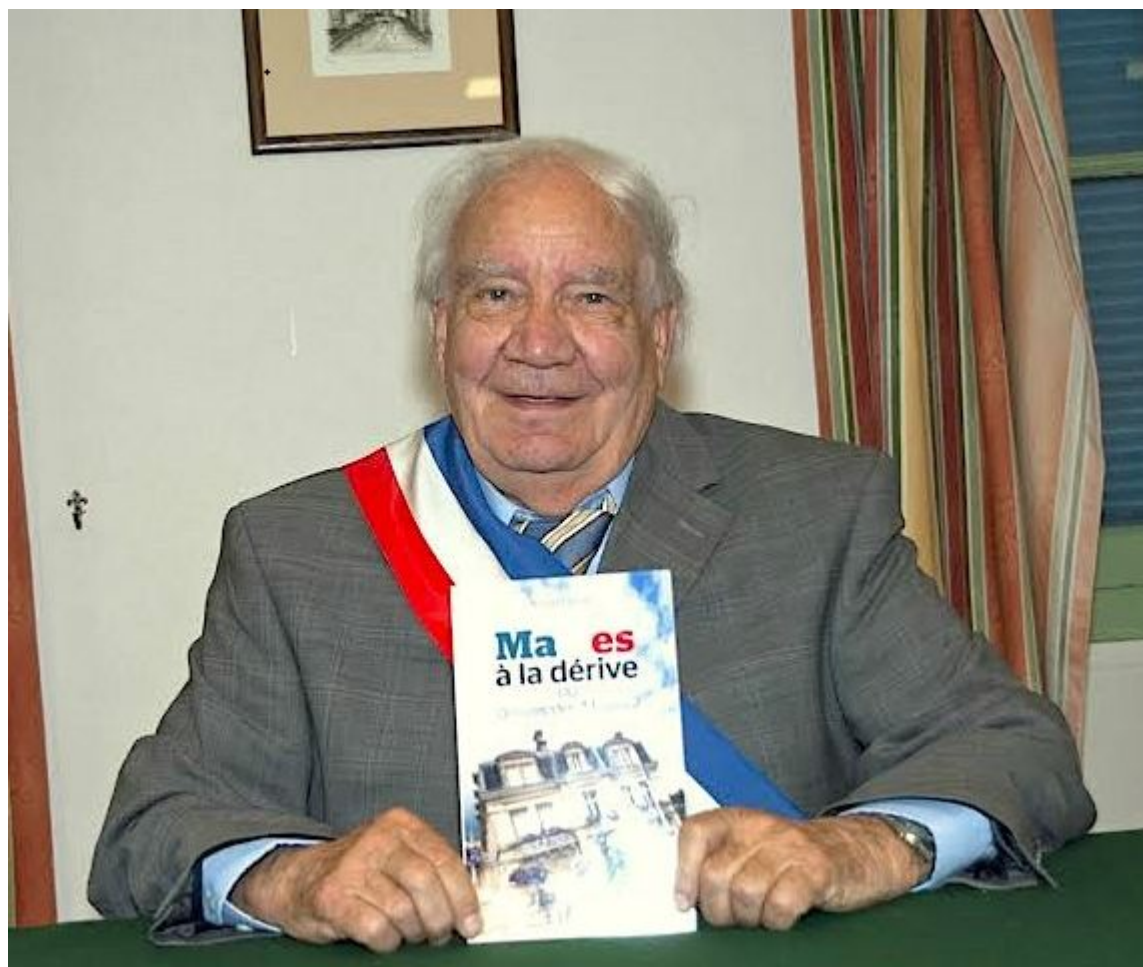


Près de 50 % des maires abandonnent



Dans une information récente, au congrès des maires, la nouvelle ne devrait pas surprendre : près de la moitié des maires de France, surtout ceux des petites communes rurales ne se représenteront pas aux prochaines élections. Les raisons sont multiples et elles sont données dans le livre : « Maires à la dérive ou dérives des maires ».

Personnellement, entre 2008 et 2014, j'ai été élu au conseil municipal de ma commune et ma liste a emporté tous les sièges sauf un. Mais étant très occupé par de nombreuses activités et voyages à l'étranger, je n'ai pas voulu être maire mais adjoint à la culture, à l'agriculture (sic, moi le rat des villes) et au CCAS. J'ai pendant six ans vécu les difficultés

du rôle de maire et de ses assistants.

Le premier qui est d'importance, c'est la mobilisation du maire dans une petite commune de 4 000 habitants : il est à la disposition de ses concitoyens et de la préfecture 24 /24 et 7/7 s'il y a un problème sérieux : inondation, incendie, trouble quelconque, manifestation. Il intervient dans les conflits de voisinage, familiaux, sportifs.

Il fut un temps, vers les années 50 et avant, entre les deux guerres et avant la guerre de 14, où trois piliers s'occupaient d'un village : pour les questions spirituelles, familiales et morales, le curé jouait son rôle. Pour le côté éducatif et aide sociale dans une certaine mesure, se trouvait l'instituteur. Enfin, le maire réglait les problèmes administratifs, le budget et le bien-être de ses concitoyens.

Deux piliers ont totalement disparu, le curé et l'instituteur qui n'a plus de respect et surtout d'influence sur la population. Tout retombe sur le dos du maire. Beaucoup n'en peuvent plus, surtout qu'ils sont critiqués et accusés de tous les maux. La solution qu'ils proposent n'est pas assez bonne et l'opposition dégainé vite.

Quand un maire est soutenu par un parti politique et dirige une grande agglomération, le travail est rémunéré et les responsabilités partagées par des groupes de travail. Mais vivez dans une commune de mille habitants et c'est une autre paire de manches : les difficultés sont les mêmes, mais avec un sac de cacahuètes à la fin du mois et un épuisement en fin de mandat.

Il y a aussi un grave problème moral dont beaucoup de maires ne veulent pas parler : les lobbies, souvent sous la forme d'associations, de clubs qui réclament des subventions pour avoir aidé pendant les élections. D'où, partout des copinages inacceptables, du favoritisme honteux et pratiquement aucune commune, grande ou petite, n'échappe à ce phénomène. C'est

humain, ceux qui ont contribué avec leur temps, et parfois quelques deniers, à faire gagner leur candidat, il est tout à fait normal qu'ils viennent solliciter quelques petites faveurs.

Parfois, un scandale éclate, mais en général, c'est passé sous silence car cela fait partie du jeu et l'opposition attendra son tour pour pratiquer les mêmes méthodes. On se passe le chapeau et tout le monde est réconforté que leur tour arrivera.

De moins en moins de candidats dans les zones rurales sont tentés par cette aventure administrative, surtout que les budgets deviennent de plus en plus serrés. Dans ma commune, aux dernières taxes d'habitation, il y a eu une augmentation de près de 20 % et les bienfaits de la réduction de la taxe par Macron ont disparu.

Quel tollé, et quelles critiques le maire a subies ! Il ne se présentera plus, ce qui fut mon propre cas : un mandat m'avait suffi pour m'éclairer sur les problèmes des maires.

Alors, un retraité ou un cultivateur va se dévouer pour combler le poste. Mais la population n'en vivra pas mieux, surtout qu'à présent, le numérique envahit tout et les vieux sont perdus devant les démarches administratives. Le monde, dans ces régions, n'est pas en progrès, il recule !

Dans le livre, il est préconisé de diminuer drastiquement le nombre de communes : de 36 000 (dont certaines dues à la Grande Guerre ont été rayées de la carte mais continuent à porter leur nom en mémoire !), on devrait passer à moins de dix mille. Je prends le cas de ma région, le Luberon, les villages sont dispersés, mais avec des hameaux proches qui ont leur mairie. Un groupe de maisons qui comptent 200 habitants ne devrait plus avoir d'administration indépendante et être associé à un regroupement de communes. Or, la maladie de la France se retrouve à ce niveau : on ajoute une couche à une

couche et on étouffe et on dépense beaucoup d'argent pour rien. Le hameau aura sa mairie et ses bâtiments communaux mais fera partie pourtant d'une communauté de communes.

De plus, la fierté et l'orgueil des maires dérapent : ils veulent une piscine municipale, un tennis, un terrain de foot, une salle des fêtes, une mairie grandiose, souvent hors normes, comme la nôtre, et financer un grand nombre d'associations avec souvent un budget riquiqui.

Et maintenant, elles deviennent de plus en plus inutiles : la nôtre n'accepte plus un certain nombre de services : carte grise, carte d'identité, passeport, subventions pour les écoles, service de voirie et d'ordre. Tout est remis entre les mains de sociétés privées. La paperasserie, cependant, reste imposante et demeure entre les mains des employés municipaux dont les effectifs augmentent. À ne rien y comprendre : moins de responsabilités, plus de personnel. Comment la France peut-elle s'en sortir et comment trouver des candidats lorsque, au moindre dérapage, ils peuvent être entraînés en justice.

Ce fut un soulagement lorsque je quittai le conseil municipal. J'avais assez d'expérience et d'éléments pour rédiger mon livre !

André Girod